



**ECONOMIE SOCIALE
EN GUADELOUPE**

Emploi en 2009

Cécile BAZIN – Iwanig LE VAILLANT – Jacques MALET

LES CHIFFRES CLEFS EN 2009 (HORS REGIME AGRICOLE) :

Plus de 850 établissements employeurs

Près de 10 700 salariés, soit 15,6% du total des salariés privés

Près de 225 millions d'euros de salaires distribués en 2009

Les acteurs de l'économie sociale et les décideurs publics et privés disposent désormais d'informations issues de deux types de sources complémentaires : le Conseil national des Chambres régionales de l'économie sociale (CNCRES) travaille avec l'INSEE, le réseau associatif Recherches & Solidarités travaille en coopération avec l'ACOSS – URSSAF et la Mutualité sociale agricole (MSA).

Ce bilan régional de l'emploi dans l'économie sociale en 2009 s'intègre dans une démarche de suivi annuel, entamée en 2007 et mise en oeuvre pour la troisième année consécutive, grâce au soutien de l'Association des Régions de France et de la Caisse des dépôts. Il fait suite à l'étude nationale *Economie sociale : bilan de l'emploi en 2009*¹, publiée en juillet 2010.

I - SOURCES ET METHODOLOGIE

Les données présentées ici sont produites dans le cadre d'une coopération pluriannuelle établie avec l'ACOSS-URSSAF. Dans un souci d'harmonisation avec les méthodologies de l'ACOSS, le mode d'approche des établissements employeurs a fait l'objet d'aménagements cette année. Etait considéré comme actif, tout établissement présent au moins un trimestre de l'année. Désormais, il est compté au prorata du nombre de trimestres d'activité : 0,25 pour un trimestre, 0,50 pour deux trimestres...

Dans nos bases, une rétropolation a été effectuée pour les années antérieures, de manière à disposer, pour ceux qui le souhaiteraient, de séries de données homogènes. Dans le présent module régional, nous présentons (tableau 1) les données 2008 et 2009 ainsi constituées.

D'une manière générale, les chiffres présentés ici à l'unité près doivent être lus avec prudence, en raison de la marge d'erreur inhérente à tout recensement. Il est également possible que les données utilisées pour l'année 2008 dans le présent module 2010 soient légèrement différentes de celles qui ont été présentées dans le module 2009, compte tenu de l'actualisation permanente dont font l'objet les bases de l'ACOSS-URSSAF.

Par ailleurs, dans un souci constant de consolidation des connaissances, nous rapprochons systématiquement nos informations et celles que l'INSEE publie régulièrement. C'est ainsi qu'au titre de l'année 2008, dont nous avons publié les résultats en 2009, l'INSEE vient de faire paraître au mois d'août 2010 un bilan de l'emploi dans l'économie sociale. L'écart général concernant le nombre de salariés recensés pour l'ensemble de l'économie sociale n'est que de 1,5%, ce qui montre la robustesse des deux approches.

Pour ce qui concerne ses différentes composantes, quelques écarts apparaissent, qui sont liés à la méthodologie utilisée. C'est ainsi que le nombre des salariés recensés par l'INSEE au 31 décembre de chaque année, est un peu supérieur à celui que nous recensons en moyenne mobile sur quatre trimestres dans les associations : ceci s'explique par la saisonnalité de certains emplois associatifs, moins importants au troisième trimestre, sauf, notamment, dans les régions à forte activité touristique.

¹ Disponible sur www.recherches-solidarites.org et sur www.essenregion.org

De même, le nombre d'emplois coopératifs que nous recensons en moyenne des quatre trimestres, est un peu supérieur à celui que fournit l'INSEE à partir d'une photographie au 31 décembre : les emplois saisonniers sont en effet nombreux, notamment dans le régime agricole.

Pour davantage d'informations sur ce sujet ainsi que sur le périmètre et la méthodologie, le lecteur se reportera utilement à la synthèse nationale qui accompagne les modules régionaux².

II - LE POIDS DE CHACUNE DES QUATRE COMPOSANTES

Dès lors que l'Île de France présente des résultats atypiques, il a été jugé opportun de rapporter les données régionales à la moyenne France entière, d'une part, et à la référence, hors Île de France, d'autre part. Le lecteur pourra ainsi choisir le repère qu'il souhaite privilégier.

Tableau 1 : Les établissements employeurs

Etablissements	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guadeloupe 2008	765	NC	29	61	858
Guadeloupe 2009	768	NC	27	62	859
Ventilation Région	89,5%	NC	3,1%	7,2%	100,0%
Ventilation France	82,8%	0,6%	3,4%	13,2%	100,0%
Ventilation hors IDF	81,8%	0,4%	3,6%	14,2%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Par rapport aux repères nationaux, la région se caractérise par une proportion nettement plus faible du nombre des employeurs coopératifs, et par une proportion plus forte des employeurs associatifs.

Tableau 2 : Les salariés

Salariés	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guadeloupe	9 360	NC	233	989	10 680
Ventilation Région	87,6%	NC	2,2%	9,3%	100,0%
Ventilation France	77,6%	2,8%	5,6%	14,0%	100,0%
Ventilation hors IDF	77,4%	2,1%	5,4%	15,1%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Au regard des critères nationaux, la répartition des salariés est semblable à celle des employeurs : la part de salariés associatifs est nettement supérieure, alors que celle des salariés des mutuelles et des coopératives est au dessous des repères nationaux.

² Les modules de chaque région et la synthèse nationale sont disponibles sur www.essenregion.org et sur www.recherches-solidarites.org

Tableau 3 : La masse salariale (en K €)

Masse salariale	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total
Guadeloupe	178 018	NC	8 000	35 789	224 551
Ventilation Région	79,3%	NC	3,6%	15,9%	100,0%
Ventilation France	69,2%	3,4%	7,9%	19,5%	100,0%
Ventilation hors IDF	68,1%	2,6%	7,7%	21,6%	100,0%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. La mention NC (non communicable) correspond au respect du secret statistique.

Alors que la proportion des salariés associatifs est supérieure à 87% du total de l'économie sociale (cf. tableau 2), la proportion de la masse salariale correspondante est de l'ordre de 80% seulement, compte tenu du fait qu'il existe de nombreux emplois à temps partiel dans ce secteur, notamment dans les domaines des loisirs, du sport et de la culture.

III – LES ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le nombre des salariés de l'économie sociale, composante par composante, est rapporté au total des salariés du secteur privé appelé aussi concurrentiel. Les emplois publics n'ont pas été pris en compte dans la mesure où leur proportion varie très fortement d'une région à l'autre (entre 8% et 20%, voire jusqu'à 30% dans les DOM³), ce qui modifierait très sensiblement la lecture de ce repère.

DEFINITION : La notion de secteur concurrentiel est ici la suivante⁴ : *le champ couvre l'ensemble des cotisants de tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). La même notion a été utilisée par les services de la MSA.*

Le tableau suivant présente la part que représente l'emploi dans chacune des quatre composantes de l'économie sociale, en 2009, par rapport à l'ensemble des salariés du secteur privé.

Tableau 4 : part du secteur privé

Part du secteur privé	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES
Guadeloupe	13,8%	0,1%	0,3%	1,4%	15,6%
France	9,4%	0,3%	0,7%	1,7%	12,2%
Hors Ile de France	10,3%	0,3%	0,7%	2,0%	13,4%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S.

Plus d'un emploi privé sur sept se situe dans l'économie sociale en Guadeloupe : c'est nettement au dessus des repères nationaux.

³ Source : Insee, Estimations d'emploi 2006

⁴ Source : ACOSS STAT n°81 mai 2009. Il s'agit bien ici de salariés, non compris les travailleurs indépendants.

IV – EVOLUTION 2008-2009

AVERTISSEMENT :

De nombreux mouvements ont été observés au cours des dernières années, au sein des coopératives et des mutuelles : fusions d'entreprises, changements de statut juridique, nouvelles dénominations... Ces modifications ont quelques incidences sur le suivi annuel :

- Elles donnent généralement lieu à un nouveau numéro SIRET, sans pour autant qu'il s'agisse d'un établissement nouvellement créé.
- Elles peuvent parfois entraîner la sortie du périmètre de l'économie sociale, quand les établissements ont opté pour une forme juridique nouvelle, non retenue pour les entreprises de ce secteur (autres sociétés anonymes, groupements d'intérêt économique...). Or, les mouvements étudiés ici d'une année sur l'autre sont établis selon des critères juridiques strictement identiques pour les 2 années. Sont recensés les établissements, leurs salariés et la masse salariale distribuée, dont la forme juridique correspond au périmètre juridique de l'économie sociale, tel qu'il est désormais partagé par les acteurs et les observateurs de ce secteur. L'adoption d'un nouveau statut, hors champ de l'économie sociale, correspond donc à une disparition d'établissement et des effectifs salariés correspondants.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre de salariés entre 2008 et 2009, information la plus utile et la plus représentative.

Tableau 5 : évolution du nombre de salariés entre 2008 et 2009

	Associations	Fondations	Mutuelles	Coopératives	Total ES	Privé
Guadeloupe	2,8%	4,3%	3,6%	-6,1%	1,9%	-2,9%
France	1,8%	4,1%	7,0%	-2,2%	1,5%	-2,2%
Hors Ile de France	1,7%	3,1%	7,9%	-2,6%	1,4%	-2,5%

Sources : ACOSS-URSSAF – Traitement R & S. (1) L'évolution nationale du nombre de salariés dans le secteur mutualiste correspond en fait à un très faible nombre d'établissements ayant généralement connu des restructurations ou des mutations. Hormis ces derniers, il faut rappeler que plus de 92% des établissements mutualistes ont vu leurs effectifs rester stables d'une année sur l'autre.

Au bilan, l'emploi de l'économie sociale de la région a évolué de 1,9% en 2009, alors que l'emploi privé régional enregistrait une baisse de 2,9%, un peu plus forte qu'au plan national. Au sein de l'économie sociale, les coopératives et les mutuelles sont un peu plus en retrait qu'au plan national tandis que les associations présentent une progression plus importante.

V – LES SPECIFICITES REGIONALES

La région se caractérise par une forte présence du salariat associatif, au sein de l'économie sociale (87,6% contre 77,4% au plan national, hors IDF) et par une moindre importance du secteur coopératif.

Au bilan, le secteur de l'économie sociale comporte plus d'un emploi privé sur sept : c'est au dessus des moyennes nationales (France entière et hors Ile de France).

Dans la région, la baisse de l'emploi privé est plus importante. Dans ce contexte moins favorable, l'économie sociale connaît une progression supérieure à la moyenne des autres régions (+1,9% pour +1,4%). Créateur d'emplois, ce secteur constitue un enjeu économique et social fort. D'autant plus, qu'il s'agit d'emplois fortement ancrés au territoire, à l'abri des délocalisations et qui participe activement au développement des liens sociaux.

